

Fiche de lecture : *CHIRAC, ASSAD ET LES AUTRES* | *LES RELATIONS FRANCO-SYRIENNES DEPUIS 1946* (A. M.)

La Syrie avant Assad

Le Moyen-Orient occupe une place particulière dans les représentations des milieux politiques et diplomatiques français depuis le XIX^e siècle pour la "fille aînée de l'Église" dans le domaine de la sécurité d'approvisionnement, des hydrocarbures et du pouvoir, en passant par la fameuse "place antédiluvienne" du Levant et la question répétée des Chrétiens d'Orient. Le tropisme oriental de la France a une longue histoire. Depuis l'éclatement de l'Empire ottoman, l'influence française dans la région s'est progressivement réduite au profit des Britanniques puis des Américains dans le contexte de la guerre froide.

Cependant, la présence de la France en Syrie, bien que brève (1920-1946), a laissé des traces durables. Des traces du mandat sont encore très présentes dans le paysage urbain syrien, et elles ont profondément et durablement marqué les structures étatiques, militaires, sécuritaires, juridiques et administratives du pays. De plus, les défis liés au transfert du concept géopolitique de la "nation" à la Syrie et les modalités de son application ne peuvent être ignorés. En effet, de nombreuses élites politiques syriennes sont formées à Paris à la Sorbonne, et en tant que telles saturées de valeurs républicaines, mais aussi des concepts idéologiques dominants à l'époque en Europe, à la tête desquels se trouve "l'Etat-nation". De retour en Syrie, ces personnes ont cherché à synthétiser puis à adapter ce concept aux réalités socio-économiques de leur société patriarcale, multiconfessionnelle et ethnique.

Depuis l'indépendance en 1946, les relations restent importantes entre les deux parties mais peuvent devenir houleuses par répercussion d'événements au Moyen-Orient.

La Syrie rompt ses relations diplomatiques avec la France à la suite de la crise du canal de Suez en 1956 (agression par la France, Israël et le Royaume-Uni de l'Égypte nassérienne, qui fait suite à la nationalisation du canal). Les relations sont rétablies en 1961 après l'épisode de la République arabe unie. À l'occasion de la guerre des Six Jours, la France affirme sa politique pro-arabe et adopte une position intransigeante vis-à-vis d'Israël.

Le coup d'état

La relation bilatérale, surtout depuis l'arrivée au pouvoir d'Hafez al-Assad en 1970 a connu une évolution parfois quelque peu surprenante, passant « de phases de rupture en phases de relance ». Les principales étapes de cette relation heurtée sont rappelées.

Sans que les acteurs n'en prennent immédiatement conscience, le coup d'État de Hafez al-Assad marque pour longtemps les rapports entre les deux pays. De par sa longévité et sa pratique du pouvoir, l'interlocuteur syrien est désormais à la fois stable et uniforme. Cette situation conduit les présidents français successifs à envisager la construction d'une nouvelle relation avec la Syrie.

L'objet des relations franco-syriennes évolue également par le rôle que le président syrien se donne dans la région. Dans son ascension à la tête de l'État puis son combat pour se maintenir au pouvoir, Hafez al-Assad mène en fait une « lutte pour le Moyen Orient ». Cette stratégie est la condition de sa longévité. La stabilisation de la scène interne par la coercition va de pair avec une implication syrienne dans les crises régionales. La conflictualité est ainsi translatée de l'interne, où elle est verrouillée, au régional, où elle est exacerbée. Cette externalisation des tensions a un impact direct sur la manière dont les autres pays se représentent désormais la Syrie. Progressivement, l'intérêt de la France pour ce pays n'a plus pour objet sa trajectoire interne ni son positionnement dans la guerre froide.

Les présidents français de l'après-de Gaulle oscillent entre deux attitudes face à un pouvoir syrien stabilisé : l'entente avec un des « friendly dictator... » et méfiance envers ce nouveau régime.

Après un accueil plutôt positif du nouveau régime par le président Pompidou, s'amorce une phase de crispation avec l'assassinat à Beyrouth de l'ambassadeur Delamare le 8 septembre 1981 suivi par plusieurs attentats imputés à la Syrie tant à Paris qu'à Beyrouth.

Mais dès novembre 1984 la visite du président Mitterrand à Damas marque sa volonté, par réalisme, de « rétablir une relation praticable ».

Le bilan des années 1980-1985 a été tragique. Le renforcement de l'alliance régionale syro-iranienne, répondant à une combinaison d'intérêts d'ordre nationaux et régionaux parfois contradictoires, a donné naissance à une stratégie d'un genre nouveau : le terrorisme international d'origine moyen-orientale. Ce nouveau mode d'action terroriste dans les relations interétatiques a eu raison de l'opiniâtreté de François Mitterrand dans sa tentative de soustraire le territoire libanais à l'influence syrienne.

Jacques Chirac et la Syrie

À son élection en 1995, Jacques Chirac considère qu'existent entre la France et la Syrie des convergences motivant un rapprochement diplomatique. Les jalons de cette inflexion sont en fait posés dès la cohabitation de 1993. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, et surtout Jean-Claude Cousseran, ambassadeur de France à Damas, prennent conscience de l'importance d'avoir une politique syrienne. Ce que le corps diplomatique appelle la « théorie Cousseran » revient donc à bâtir une véritable stratégie en direction de Damas, et dont le Liban pourrait bénéficier.

En avril 1996, à l'occasion de l'opération israélienne au sud Liban « Raisins de la Colère », le président syrien appuie la shuttle diplomacy conduite par le ministre des affaires étrangères Hervé de Charette : l'accord réalisé avec l'appui de la Syrie et qui permet de rétablir le calme sous le contrôle d'un Comité de surveillance.

Si, sur les dossiers bilatéraux, la relance des relations franco-syriennes porte des fruits inégaux, elle crée un rapport de confiance et tisse des canaux d'échanges. Cette lente construction apparaît comme une condition nécessaire pour gérer conjointement des dossiers régionaux, plus brûlants.

Ces ambitions régionales apparaissent comme le moteur véritable de la relation bilatérale. L'investissement français dans la région est un apport essentiel pour Damas dans la mesure où il conforte une politique destinée à modérer la volonté américaine. Cela se résume par la notion de « tawrît », qui désigne dans un tandem le processus par lequel « la partie “faible” et locale conduit son “puissant” allié extérieur à “s'ingérer”, mais pour son seul profit ». La Syrie ferait ainsi adopter sa vision des crises à la France, permettant la construction de politiques conjointes, basée sur l'illusion sur une communauté d'intérêts.

Dans la logique de la diplomatie de levier, la France trouve également au Moyen-Orient un terrain de valorisation de sa propre diplomatie. Le lien qu'entretient la Syrie avec une série de dossiers dans son environnement régional permet par ricochet à la diplomatie française d'y jouer un rôle de premier plan.

Cette « diplomatie de levier » prend trois dimensions successives entre 1995 et 2003, permettant au tandem franco-syrien d'exister sur trois scènes : israélo-arabe, libanaise puis internationale.

Le 7 novembre 1999, Jacques Chirac reçoit à l'Élysée Bachar el-Assad. En 2000, il est le seul chef d'État de l'Occident à se rendre aux funérailles d'Hafez el-Assad. Il soutient néanmoins en 2004 la résolution 1559 du Conseil de Sécurité des Nations unies, qui va à l'encontre des intérêts syriens au Liban. Ainsi, la tension reprend entre la France et la Syrie. En 2005, elle

culmine avec l'assassinat du Premier ministre libanais Rafiq Hariri, proche ami de Jacques Chirac. La France accuse la Syrie et manœuvre pour l'isoler diplomatiquement.

À l'été 2004, la France se rapproche donc de Washington en se faisant la co-instigatrice du texte de la résolution 1559 adoptée au Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci appelle au respect de la souveraineté du Liban sur l'ensemble du territoire et demande le retrait de toutes les forces non libanaises – allusion aux troupes syriennes – ; elle demande également le désarmement des milices, libanaises et étrangères, c'est-à-dire le désarmement de la branche armée du Hezbollah d'une part et des groupes palestiniens de l'autre.

L'attentat contre R. Hariri scinde le Liban en deux camps. Schématiquement, ceux qui soupçonnent la Syrie d'en être le commanditaire se regroupent autour du « mouvement du 14 mars », lui-même appuyé par la France et Washington, et a contrario le « mouvement du 8 mars » entend soutenir Damas. Ce dernier sera d'autant plus fustigé par les alliés occidentaux du Liban qu'Hassan Nasrallah, secrétaire générale du Hezbollah, constitue l'un de ses fers de lance.

Si jusqu'en 2003, la France et la Syrie cherchent à trouver pour leur pays une place dans l'espace stratégique contraignant défini par la domination américaine, les dividendes de la relation bilatérale se tarissent progressivement. L'effet de levier attendu de la diplomatie entre les deux pays montre ses limites : la relation bilatérale n'a pas su s'ancrer en dehors de problématiques extérieures ; aussi, lorsque celles-ci évoluent, le bilatéral lui-même est remis en cause.

Pourtant, l'épuisement de la coopération ne coïncide pas immédiatement avec la rupture des relations. Une phase de quelques mois illustre ces hésitations françaises à basculer dans une politique offensive envers Damas, durant laquelle, de manière empirique, la France fait le bilan de la diplomatie de levier.

Les motifs de l'éloignement franco-syrien sont doubles. Ils concernent l'inertie syrienne sur une série de dossiers sur lesquels des évolutions étaient attendues – en particulier l'ouverture du régime syrien et l'allègement de sa présence au Liban, et l'incapacité de Damas à prendre acte des changements impulsés par les États-Unis dans la région et à s'y adapter. Lorsqu'elle advient finalement, la rupture a donc un sens particulier, puisqu'elle ne repose sur aucun contentieux bilatéral. Elle apparaît comme la conséquence d'une série de points de frictions qui renvoient à la France l'image de son impuissance à faire évoluer la politique syrienne sur les dossiers internes et régionaux.

Les trois dernières années de la présidence de Jacques Chirac sont marquées par la place prise par un dossier devenu prioritaire : le dossier libanais. Avec trois grands objectifs : la mise en place de financements en faveur du développement et de la lutte contre les pandémies mondiales, le projet de Constitution européenne et le « retrait des forces syriennes du Liban, enfin rendu à son indépendance ».

La priorité libanaise de Jacques Chirac introduit un élément majeur de perturbation dans le champ franco-syrien. Progressivement, la France et la Syrie n'ont plus de relations, elles sont en relation par l'interface commune libanaise. La Syrie ne devient plus pour Jacques Chirac qu'un obstacle à neutraliser. La mise en place d'un processus de décision resserré autour du président français sur cette question permet une forte réactivité, qui aboutit à la mise en scène inédite du différend franco-syrien devant l'organisation des Nations unies. L'internationalisation du dossier syro-libanais entraîne une dilution du bilatéral franco-syrien. Alors que les pressions internationales sur la Syrie augmentent, la relation franco-syrienne se vide.

Nicolas Sarkozy, le temps du changement

À la fin de son mandat, Jacques Chirac organise une rencontre à l'Élysée entre Saad Hariri et Nicolas Sarkozy qui vient d'être élu président, afin de « l'éduquer » à la question libanaise. Mais l'héritage de sa politique envers Damas n'est que partiellement poursuivi.

La nouvelle diplomatie syrienne de Nicolas Sarkozy a permis d'avancer sur un certain nombre de dossiers, et de rompre avec une politique devenue contre-productive, Jacques Chirac ayant fini, dans les trois dernières années de son mandat, par faire du dossier libanais le point nodal, quasi exclusif, de la politique proche-orientale de Paris.

La diplomatie française se démarque des choix précédents en ce qu'elle confirme dans les faits la nécessité de parler avec les différents acteurs du conflit israélo-arabe et qu'elle en revient à une conception de Realpolitik selon laquelle les dirigeants ostracisés d'hier – les Syriens en l'occurrence, mais aussi les Palestiniens du Hamas et surtout les Iraniens – doivent être consultés pour qu'on puisse redonner une chance à la paix au Proche-Orient.

Depuis la guerre menée par Israël au Liban à l'été 2006, mais aussi après le bombardement d'Al-Kibar par l'aviation israélienne en 2007, tout se passe comme si la Syrie, qui tout d'abord ne s'engage pas directement aux côtés du Hezbollah contre les forces armées israéliennes, puis s'abstient de riposter au bombardement israélien de son territoire, entendait à nouveau prouver qu'elle était prête, sans condition préalable, à renouer le dialogue avec Israël.

Plusieurs mois après la fin des combats sur le sol libanais, Nicolas Sarkozy, élu, peut reprendre le dossier en y imprimant sa propre vision. Le 13 juillet 2008, lors de la conférence de presse conjointe avec ses homologues syrien, libanais et l'Émir du Qatar, le président Sarkozy annonce ce que le Liban et les pays occidentaux réclament depuis des années, à savoir l'échange d'ambassadeurs entre Damas et Beyrouth.

Depuis 2011

Dans le contexte de la guerre civile syrienne, les relations sont marquées par un regain de tension, la France dénonçant les massacres commis par le régime syrien, se soldant par le rappel de l'ambassadeur français en Syrie, Éric Chevallier, par la fermeture des consulats généraux d'Alep et Lattaquié le 17 novembre 2014, et par l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie en France, Lamia Chakkour, le 29 mai 2012.

Par la suite, la France fait partie des pays les plus déterminés à agir contre le régime de Bachar el-Assad : en novembre 2011, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, avance que les jours du régime syrien « sont comptés » et déclare que Bachar el-Assad doit être jugé par le Tribunal pénal international. La France est alors la première à reconnaître le Conseil national syrien puis la Coalition comme « seul représentant légitime du peuple syrien ». Conjointement, les autorités françaises ont été les premières, « en des termes particulièrement durs », à accuser Bachar al-Assad personnellement de crimes contre l'humanité. La France est ainsi à l'origine des sanctions européennes contre la Syrie baasiste.

Conclusion :

L'auteure a cherché à mettre en avant le va-et-vient constant entre l'obtention de résultats et la réévaluation des politiques menées, dans le sens d'un approfondissement ou au contraire d'une redéfinition.

Il a été mis en évidence la priorité donnée aux dossiers régionaux dans les thématiques traitées par les deux pays. Ceux-ci sont denses, complexes, et potentiellement porteurs de conflit. La relation franco-syrienne est ainsi un élément à part entière de l'histoire de la région moyen-orientale

Appliquée au cas de la relation entre la France et la Syrie, l'auteure montre bien les motivations profondes de la politique menée par le président Chirac. Pour la France, la relation avec la Syrie est un moyen de revenir dans le jeu au Moyen-Orient. Pour Hafez al-Assad puis son fils, il s'agit à la fois de se dégager d'une emprise trop pesante de l'URSS et de montrer que la Syrie est un acteur incontournable au Moyen-Orient.

